

## [Traduction]

Ces personnes sont originaires de Parry Sound, de Burlington, de Downsview, de St. Catharines et des alentours. Les Canadiens qui ont signé ces pétitions demandent au gouvernement de retirer le projet de loi C-22.

Ils se demandent s'il est opportun d'envisager une modification de la Loi sur les brevets qui aura finalement pour conséquence d'augmenter le prix des médicaments d'ordonnance pour les Canadiens dans le besoin. Les pétitionnaires demandent que le gouvernement reconnaisse le tort que cela pourrait causer et que, s'il doit modifier la Loi sur les brevets, il le fasse de façon à ce que les pauvres et les malades puissent avoir accès à des médicaments bon marché au Canada.

ON DEMANDE DE PROTESTER AUPRÈS DU SALVADOR—MIGUEL RIVAS HERNANDEZ

**M. Peter Peterson (Hamilton-Ouest):** Monsieur le Président, j'ai une pétition que j'ai l'honneur de présenter au nom d'électeurs d'Hamilton-Ouest et d'autres résidents d'Hamilton—Wentworth, qui demandent humblement au Parlement de s'élever auprès du gouvernement du Salvador contre la disparition de M. Miguel Rivas Hernandez. Ils exigent que notre gouvernement arrête l'aide bilatérale accordée au Salvador tant que les forces de sécurité de ce pays continueront à pratiquer un régime d'arrestations arbitraires, d'enlèvements et de torture.

• (1230)

OPPOSITION AU PROJET DE MODIFICATION DE LA LOI SUR LES BREVETS

**M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap):** Monsieur le Président, j'ai une pile de pétitions à présenter aujourd'hui, bien qu'aucune d'elles ne provienne d'Edmonton, ce qui n'est pas surprenant dans un sens. Elles émanent de Melfort en Saskatchewan, de Lorette au Manitoba, de Saskatoon en Saskatchewan, de Regina en Saskatchewan, de Winnipeg au Manitoba, de Pembina et de Gimli au Manitoba, de New Westminster et d'Aldergrove en Colombie-Britannique, de Calgary en Alberta, de Langley, de Clearbrook, de Vetter Crossing, de Chilliwack, de Mount Lehman, de Vancouver, de Kelowna, de Maple Ridge, de Pitt Meadows et de Port Coquitlam en Colombie-Britannique, ainsi que de McBride qui se trouve près de ma circonscription, de Prince George et de Quesnel en Colombie-Britannique.

Les pétitionnaires de toutes ces localités manifestent leur mécontentement à propos de la proposition du gouvernement visant à modifier la Loi sur les brevets en ce qui concerne les médicaments d'ordonnance, qui, à leur avis, va faire augmenter le prix des médicaments d'ordonnance pour le consommateur canadien et va réduire sensiblement la capacité du Canadien moyen d'acheter les médicaments d'ordonnance dont il a besoin. Ils demandent donc au gouvernement de renoncer à son projet.

OPPOSITION AUX CHANGEMENTS PROPOSÉS AUX PRESTATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE

**M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap):** Monsieur le Président, j'ai une autre courte pétition à présenter. Elle porte la signature de citoyens de Baie de Verde, à Terre-Neuve. Ces gens, tous des pêcheurs, font valoir que les pêcheurs de Terre-

## Pétitions

Neuve devraient effectivement toucher des prestations d'assurance-chômage pour survivre pendant une certaine partie de l'année. Ils s'inquiètent à l'idée que le gouvernement projette de modifier la Loi sur l'assurance-chômage de façon à restreindre l'admissibilité des pêcheurs à ces prestations. De toute évidence, ils souhaitent que le gouvernement rejette toute recommandation de la Commission Forget qui priverait les pêcheurs de leurs droits à ce titre.

LE DROIT DE COMPARUTION DEVANT UNE COMMISSION DES RÉFUGIÉS

**M. John Parry (Kenora—Rainy River):** Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le privilège de présenter aujourd'hui deux pétitions à cette Honorable Chambre.

La première porte la signature d'habitants de localités comme Toronto, Brampton, Nepean, Willowdale, Thunder Bay, Gloucester, Ottawa, Sudbury, et aussi d'Edmonton et de Calgary, en Alberta, et de localités pittoresques comme Bizard Valley et Val Caron. Ces gens demandent humblement qu'il plaise au Parlement de veiller à ce que le gouvernement et les parlementaires promulguent une loi qui appliquera les principes en vertu desquels les personnes revendiquant le statut de réfugié ont droit à des audiences justes et rapides devant une commission indépendante de la Commission d'immigration.

OPPOSITION AU PROJET DE MODIFICATION DE LA LOI SUR LES BREVETS

**M. John Parry (Kenora—Rainy river):** Monsieur le Président, la deuxième pétition est elle aussi dûment certifiée et concerne un sujet légèrement différent qui a suscité beaucoup d'intérêt un peu partout au Canada et a valu à notre parti un appui considérable.

La pétition porte la signature d'habitants de Calgary, en Alberta, qui protestent contre le projet du gouvernement de faire instantanément des concessions avant même que les négociations relatives au commerce bilatéral n'aient vraiment commencé, et cela en permettant l'adoption du projet de loi C-22 qui entraînera inévitablement la hausse des prix des médicaments d'ordonnance pour les Canadiens.

OPPOSITION AUX CHANGEMENTS PROPOSÉS AUX PRESTATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE

**M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway):** Monsieur le Président, j'ai une pétition, moi aussi. J'ai remarqué que le député de Kamloops—Shuswap (M. Riis) a présenté une pétition au nom des pêcheurs de Terre-Neuve. La mienne vient de l'autre bout du pays. Elle est d'Alert Bay en Colombie-Britannique, cette belle petite région de pêche. Les pêcheurs de cet endroit présentent une pétition au gouvernement pour s'assurer que le ministre de l'Emploi (M. Bouchard) rejettera toute recommandation qui priverait les pêcheurs de leur droit de recevoir de l'assurance-chômage et qu'il entreprendra des consultations avec tous les représentants des pêcheurs pour apporter des améliorations au programme qui leur est offert.

C'est un grand privilège pour moi de présenter cette pétition, monsieur le Président. Je sais que Votre Honneur est de l'Alberta, mais qu'il connaît la pêche et les pêcheurs. Je présente donc ma pétition au nom des pêcheurs d'Alert Bay.